



**DÉPARTEMENT DE L'YONNE
COMMUNE DE CHARMOY**

Arrêté de circulation
Règlementation temporaire le stationnement du
numéro 15 au numéro 19 route de Paris.

2025/004

LE MAIRE DE CHARMOY

- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
- VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,
- VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.25, R 417.4, R 417.9, R 417.10 et R 417.11,
- VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière, et les textes d'application,
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie – signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.
- VU la demande de la société INEO Réseaux Centre Montargis en date du 26 février 2025, d'effectuer les travaux de raccordement électrique de la maison située au 17 route de Paris.
- VU l'avis sur le projet présenté de l'UTR en date du 13 janvier 2025.
- **CONSIDERANT** la nécessité de garantir la sécurité aux abords du lieu des travaux, il y lieu de régler temporairement le stationnement du numéro 15 au numéros 19 route de Paris.

ARRETE

ARTICLE 1 :

Pendant la réalisation des travaux de raccordement électrique de la maison située au 17 route de Paris, le stationnement de tous les véhicules sera interdit à l'emplacement des travaux : à partir du 05 mars 2025 et pour une durée de 30 jours.

ARTICLE 2 :

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par la société INEO Réseaux Centre Montargis.

ARTICLE 3 :

Les dispositions définies par l'article 1^{er} prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation par l'entreprise chargée des travaux,

ARTICLE 4 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlement en vigueur.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera affiché conformément à la réglementation en vigueur à la mairie de CHARMOY et sur le site internet,

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 DIJON dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : Une ampliation du présent arrêté sera adressé :

Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie de l'Yonne,

Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Migennes,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Charmoy, le 27 février 2025

Le Maire,
Mariane SUZANNE

